PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE

DE M. NICOLAS SARKOZY
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

ET DE M. MAHMOUD ABBAS
PRÉSIDENT DE L'AUTORITE PALESTINIENNE

Palais de l'Elysée – lundi 22 février 2010

LE PRESIDENT –

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de votre présence. Je veux redire au Président Mahmoud ABBAS combien la France est heureuse de le recevoir. Avec Bernard KOUCHNER, le ministre des Affaires étrangères, nous avons assuré le Président de l'Autorité palestinienne de notre soutien complet et total. Il est le représentant légitime des Palestiniens, il est un homme de paix et nous le soutenons de façon déterminée.

Nous avons eu une nouvelle conversation sur les moyens de débloquer la situation aujourd'hui qui a provoqué tant de désespoirs. Et nous nous trouvons face à une situation qui est d'autant plus incompréhensible et inacceptable que tout le monde connaît les termes d'un accord de paix définitif : deux Etats ; Jérusalem, capitale de deux Etats ; l'Etat Palestinien dans les frontières de 1967, un échange de territoires ; une discussion sur les réfugiés. Tout le monde sait très exactement ce qu'il faut pour arriver à un accord définitif.

La France est autant engagée dans le soutien à la création d'un Etat Palestinien viable, démocratique, moderne, que dans la garantie à apporter pour la sécurité d'Israël qui est un sujet de préoccupation majeure. Il n'y a pas une priorité, que l'on oppose à une autre. Il y a deux priorités d'égale importance. Et nous pensons que la fin des discussions ne fait le lit que des extrémistes et complique et déstabilise ceux qui essaient de construire la paix. Enfin, je voudrais dire que, naturellement, ces discussions se font en toute transparence avec nos amis Américains, qui nous ont tenu informés dans le détail de leurs initiatives. J'aurai d'ailleurs l'occasion de me rendre aux Etats Unis à l'invitation du Président OBAMA pour une visite d'Etat à la fin du mois de mars, les dates ont été fixées et vous seront communiquées. Le Président OBAMA et son épouse ont invité Carla et moi-même. On aura l'occasion de parler de cette question et de bien d'autres.

Je voudrais terminer en vous disant que dans notre esprit, à Bernard KOUCHNER, la diplomatie française, comme à moi-même, il y a urgence à reprendre les discussions.

M. MAHMOUD ABBAS – Je vous remercie Monsieur le Président. Je remercie le Président SARKOZY pour l'accueil qu'il nous a réservé ce matin. Je voudrais également vous remercier pour le

soutien dont bénéficie le peuple palestinien, qu'il arrive directement de France ou indirectement, à travers l'Union européenne.

Je voudrais dire franchement que si tous les chefs d'Etat au monde parlaient avec autant de clarté, avaient des idées aussi claires, Monsieur le Président, que celles que vous venez de soumettre sur la solution politique, nous aurions résolu ce problème il y a très longtemps.

Monsieur le Président, vous avez posé le doigt sur les points essentiels pour résoudre ce problème. Deux Etats dans le cadre des frontières de 1967 et une solution juste au problème des réfugiés. Jérusalem, capitale de la Palestine et capitale d'Israël. Toutes ces choses sont extrêmement claires pour vous. Et j'espère qu'elles le seront dans l'esprit des autres pour que nous puissions parvenir le plus rapidement possible à une solution.

Vous avez utilisé des termes très précis et vous avez pointé les méthodes les plus rapides pour parvenir à la solution et c'est cela, la bonne solution que nous voulons. Je suis d'accord avec tout ce que vous avez dit Monsieur le Président. Je n'ai pas besoin de discuter un seul mot de ce que vous venez de déclarer très franchement et très simplement. Premièrement.

Deuxièmement, bien sûr nous avons abordé avec le Président un certain nombre de sujets. Ce que le Président vient de dire, je l'entends le dire depuis longtemps. Bien sûr la sécurité d'Israël évidemment, Israël, mérite la sécurité et de vivre dans des frontières sûres, mais le peuple palestinien a lui aussi le droit de vivre dans le cadre d'un Etat, sur la base des frontières de 1967, un état indépendant, un Etat contigu, comme cela avait été mentionné dans la Feuille de route. Les choses sont simples. Dans votre esprit, elles sont claires Monsieur le Président, extrêmement claires. Je voudrais vous remercier pour cette franchise et pour cette clarté.

J'ai abordé avec le Président SARKOZY la situation palestinienne sur ces discussions indirectes, les « proxy talkes » qui nous ont été proposés. Nous n'avons pas encore donné de réponse à cette proposition.

Nous avons discuté avec le Président d'un certain nombre d'autres idées constructives que nous allons aborder à l'avenir. Nous avons également abordé la situation palestinienne intérieure, le processus de réconciliation inter-palestinienne et j'ai confirmé au Président que nous avons signé le document de réconciliation et ce qui est demandé au Hamas, c'est d'aller signer ce document à son tour, au Caire. Ensuite, nous allons vers des élections législatives et présidentielles. Nous insistons sur le respect de la voie démocratique, nous insistons sur le fait que la vie démocratique que nous nous sommes choisie doit être poursuivie. Nous voulons donc aller vers les élections palestiniennes. Nous insistons également sur la nécessité de suivre la voie de la paix et la paix ne viendra que par les négociations. C'est pour cela que nous œuvrons à disséminer la culture de la paix au lieu de la culture de la violence dans les Territoires palestiniens.

Je souhaite que la partie israélienne nous aide pour que nous puissions continuer à aller dans cette direction, accepte les idées internationales, en soit convaincue et revienne aux accords auxquels nous sommes parvenus ensemble. Ainsi nous pourrions arriver à une solution rapide. La solution des deux Etats : un Etat palestinien indépendant contigu, durable, vivant, côte à côte avec l'Etat d'Israël après la fin de l'occupation depuis 1967.
Merci Monsieur le Président pour votre position sur le plan économique et sur le plan politique et le rôle de la France. Je voudrais citer ici particulièrement le communiqué européen du 8 décembre dernier et dans la rédaction duquel la France a joué un grand rôle. Nous pensons que c'est un texte extrêmement important et que c'est sur ce texte que nous devons bâtir. Nous devons porter ce texte parce que c'est là le véritable début de la solution.
Merci Monsieur le Président.

QUESTION – Quelle est la position officielle de la France quant à l'initiative du Premier ministre palestinien Salam FAYYAD de proclamer un Etat palestinien avant la fin des négociations sur les frontières avec Israël ?

M. MAHMOUD ABBAS – Salam FAYYAD n'a pas déclaré qu'il allait proclamer un Etat avant les négociations. Les négociations avant, la proclamation de l'Etat ensuite. Mais nous avons dit qu'il y avait aussi un autre choix, nous adresser au Conseil de Sécurité des Nations unies à l'avenir, et ça c'est une décision de la Ligue Arabe, mais cela n'a pas encore été mis en œuvre. Si nous le faisons, nous le ferons en accord avec tous les pays du monde, les pays européens, les Etats-Unis.

QUESTION – Ma question s'adresse au Président français. En cas de proclamation unilatérale d'un Etat Palestinien, est-ce que la France, comme le laissait entendre Bernard KOUCHNER dans une interview hier au JDD, serait prête à reconnaître cet Etat Palestinien indépendant ?

LE PRESIDENT – Bon, Bernard KOUCHNER s'est interrogé effectivement - et à juste titre - sur le temps que prenait tout ceci. Et il a mis sur la table un certain nombre de possibilités, d'alternatives au cas où on ne débloquerait pas les choses. Notre position est assez simple. Nous voulons un Etat Palestinien car nous considérons que les Palestiniens ont droit à un Etat Palestinien. Mais nous avons toujours dit : un Etat Palestinien viable. Viable, parce que que voudrait dire un Etat Palestinien dans le principe qui n'aurait pas de frontières, qui n'aurait pas de continuité et qui n'aurait aucune façon de fonctionner ? Ce que nous voulons lorsque nous plaidons pour un Etat Palestinien, c'est un Etat réel, qui puisse donner une espérance, un avenir, aux millions de Palestiniens. Ce n'est pas simplement une idée. Donc dans la déclaration de Bernard, il y avait la prospective, en disant : eh bien, si on n'arrive pas à cela, on peut marquer politiquement, le moment venu, en accord avec nos amis Palestiniens, l'idée de cet Etat, pour lui donner un cran de plus en quelque sorte. Mais le point d'arrivée, c'est un Etat Palestinien dans les frontières de 1967 avec un échange de territoire comme cela a toujours été dit. Donc, vous voyez, sur le fond des choses, la position de la France c'est vraiment : un Etat Palestinien viable, moderne, démocratique, reconnaissant l'existence d'Israël et vivant en paix aux côtés d'Israël.

Alors il peut y avoir par ailleurs, au sein de nos amis Palestiniens comme entre nous, des discussions pour savoir comment on fait le mieux avancer les choses, pour que cela ne donne pas l'impression de s'arrêter. Voilà la position qui est la nôtre là-dessus. Alors on verrait à ce moment-là, en cas d'initiative comme celle que vous évoquez, ce que l'on ferait, mais de toute manière, on ne peut pas dire en même temps qu'on soutient le Président Mahmoud ABBAS et vouloir anticiper les discussions qu'il aura lui-même avec ses propres amis. C'est à eux que cela appartient.

QUESTION – Bonjour Monsieur le Président. Monsieur le Président, vous avez toujours plaidé pour une conférence internationale sur le Proche-Orient. Qu'en est-il ? Est-ce que, comme on l'a entendu ici et là, les Américains ne veulent pas parce qu'il n'y a pas de progrès ? Ou ce sont les Russes qui ne veulent pas, qui veulent s'accaparer cette initiative ? Concrètement, est-ce qu'on pourrait dire que d'ici quelques semaines, quelques mois on aura cette conférence ? Et est-ce que ce sera une conférence entre Palestiniens et Israéliens ou sinon aussi les Syriens et les Israéliens ? Merci Monsieur le Président.

LE PRESIDENT – Bon, ce que nous disons, c'est que s'il n'y a pas discussion, conférence ou pas, nous prenons le risque, - je veux dire la communauté internationale - d'une troisième Intifada. Voilà ce que nous disons. C'est pour cela qu'il faut discuter. Alors après, il y a la question de la méthode. Avec qui ? Quel témoin de bonne volonté ? Je vous réponds une deuxième chose : nous travaillons main dans la main avec les Américains. Troisièmement, nous avons évoqué avec Bernard KOUCHNER, le Président Mahmoud ABBAS et sa délégation, des possibilités, des initiatives dont nous ne donnerons pas le détail aujourd'hui, parce qu'il ne sert à rien de mettre sur la table des initiatives sans qu'on ait pris tous les contacts nécessaires pour voir si cela peut marcher. Je crois pouvoir dire, sous le contrôle de mon ami le Président Mahmoud ABBAS, que nous sommes d'accord sur la nature d'initiatives que nous pourrions prendre ensemble et que nous allons d'ailleurs prendre, le moment venu.

Tout doit être fait pour que les discussions reprennent. Le temps travaille contre les hommes de paix. Il y a eu assez de souffrances dans cette région du monde. On a perdu assez de temps et c'est justement parce que les perspectives sont si pessimistes qu'il faut prendre une initiative. Si on ne fait rien, ce sera la catastrophe. Quel risque prend-on à essayer ? En tout cas, la France, aux côtés de ses amis et du Président Mahmoud ABBAS et aux côtés des Israéliens, veut aider, plaider pour que l'on se comprenne enfin et que l'on construise la paix.

QUESTION – Une question aux deux présidents. Est-ce que vous avez parlé, dans votre discussion, de ce qui s'est passé à Dubaï il y a quelques temps de l'élimination d'un responsable du Hamas dans des conditions que vous connaissez sans doute. Quel détail vous pouvez nous livrer sur cette affaire et qu'est-ce que vous en pensez ? Est-ce que ce n'est pas, peut-être, une entrave sur la voie de la paix aussi ?

M. MAHMOUD ABBAS – Cet évènement qui a eu lieu à Dubaï et qui a conduit à l'assassinat de Monsieur AL-MABHOUH est un évènement douloureux et difficile qui a des implications très nombreuses. Qui a mené cette opération ? Qui y a participé ? Quelles sont les parties qui ont aidé à mener cette opération ? Il y a de nouveaux éléments qui apparaissent tous les jours. Il y a des détails nouveaux qui apparaissent tous les jours. Je pense que le mieux est d'attendre la fin de l'enquête et je crois que le gouvernement de Dubaï est un gouvernement honnête, c'est-à-dire que le gouvernement de Dubaï veut rechercher la vérité. Laissons l'enquête suivre son cours pour arriver à la solution et ensuite nous verrons ce que nous pourrons faire.

LE PRESIDENT – Je me suis entretenu vendredi dernier avec le ministre des Affaires étrangères des Emirats et je lui ai dit la condamnation sans appel de la France de ce qui n'est rien d'autre qu'un assassinat. C'est clair, c'est simple et c'est précis. L'enquête conduite à Dubaï montre, par ailleurs, que le commando a utilisé des passeports falsifiés de plusieurs nationalités européennes, dont un Français. Le chargé d'affaires d'Israël a été convoqué au ministère des Affaires étrangères – je parle sous le contrôle de Bernard KOUCHNER – à propos de l'utilisation d'un faux passeport français dans le cadre de cette affaire. Et je veux le redire sans aucune ambigüité, la France condamne toutes les exécutions. Ce ne sont pas des méthodes et rien ne peut justifier ces méthodes, d'autant plus sur le territoire des Emirats qui est un pays qui concoure à la paix, au rapprochement et à la coopération. Comprenez bien que je ne condamne pas, au nom de la France, parce que cela a eu lieu simplement en territoire émirati. Je dis que c'est une circonstance en plus, voilà.

Maintenant, il y a une enquête qui est en cours, attendons pour savoir, comme l'a dit le Président, qui est derrière. Y a-t-il des commanditaires et qui sont-ils ?
Et en l'état actuel des choses, que ce soit au ministère des Affaires étrangères, Bernard KOUCHNER, ou moi-même, c'est une condamnation sans appel. Ce genre d'évènement ne peut qu'attiser les tensions et n'amène rien de positif. La France est une démocratie et on ne peut pas accepter cela, voilà. Et nous ne l'accepterons pas.

Merci à tous et merci au Président Mahmoud ABBAS.